

CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE
NOUS, ON LA DÉFEND !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montreuil, le 23 août 2018

VOYAGES SNCF.COM**VOYAGES SNCF.COM**

Alors que la SNCF est sous les projecteurs avec la réforme ferroviaire, le groupe public SNCF envisage une réorganisation importante dans ses filiales « voyages-sncf.com » (VSC).

Il y a à peine un an, le site voyages-sncf.com (premier site de vente en ligne en France) changeait de nom pour s'appeler : « **Oui.SNCF** ».

Ce changement ne s'opérait pas dans les filiales basées à l'étranger. Cette réorganisation vise à la fermeture de 8 sites avec la suppression de 114 postes de travail dans 6 pays d'Europe : Allemagne (Aix la Chapelle, Düsseldorf, Cologne), Royaume-Uni (Londres), Belgique (Bruxelles), Espagne (Madrid), Italie (Milan), Suisse (Genève).

Nous craignons par ailleurs un transfert sur une filiale de vente en ligne (LOCO2) basée à Londres et acquise récemment par la SNCF.

En Allemagne, Italie et Suisse, la SNCF fermerait ses boutiques ne laissant pas d'autres choix que la vente en ligne ou la sous-traitance à une compagnie concurrente. Il en résulte une incompréhension totale, des salarié(e)s et syndicats sur cette stratégie d'autant que la SNCF amène ses trains dans les villes où il y a des boutiques VSC.

Parmi les reclassements proposés, la SNCF propose aux salariés des postes dans la filiale VSC à Buenos-Aires (AR), à Mumbai (IN) et Auckland (NZ). C'est une délocalisation déguisée de l'activité de vente en ligne.

Si cette stratégie est commune à beaucoup de multinationales, elle n'en demeure pas moins inacceptable, notamment venant d'un groupe public détenu à 100% par l'Etat. Le groupe SNCF refuse même une harmonisation du dispositif du plan de sauvegarde de l'emploi, laissant les salariés concernés soumis aux législations des pays qui sont moins contraignantes que la France (à l'exception de la Belgique).

Des coordinations syndicales européennes sont en cours avec le dispositif de consultation du CEE SNCF. La prochaine réunion plénière aura lieu le 5 septembre.

La CGT compte agir avec l'ensemble des syndicats européens et dénoncer des pratiques de la SNCF et de son « actionnaire » unique.

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
David GOBE
Tél : 06.88.68.22.19
com@cheminotcgt.fr